NICARAGUA - XVIIe Forum de Sao Paulo à Managua : unis, 86 partis de la gauche latino-américaine condamnent l'impérialisme humanitaire en Libye et appuient le retour de Zelaya au Honduras

Thierry Deronne

mercredi 25 mai 2011, mis en ligne par Thierry Deronne

86 partis de gauche d'Amérique latine participant au Forum de Sao Paulo au Nicaragua, ont condamné ce vendredi la « sauvage agression de l'OTAN contre le peuple libyen, la violation de la souveraineté et la mort conséquente de civils innocents ».

Réuni à Managua à l'occasion du 50e anniversaire de la fondation du Front sandiniste de libération nationale et des 116 ans de la naissance du général Augusto C. Sandino, le Forum de Sao Paulo a déclaré que l'agression « représente une violation flagrante de la charte démocratique de l'ONU » et s'est interrogé sur « le rôle de cette organisation dans l'avenir ».

La résolution appelle à « mettre fin immédiatement aux bombardements, aux actions militaires en Libye et à organiser un dialogue national pour que de manière souveraine et sans ingérence le peuple libyen puisse décider de son avenir ». Les dirigeants de la gauche latino-américaine demandent aux Nations Unies de créer une commission internationale pour stopper le conflit armé, et réaffirment leur soutien aux initiatives de paix de l'ALBA, de l'Union africaine et du groupe intégré par le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud. Ils expriment leur appui à « l'initiative de paix menée par l'Union africaine » pour

résoudre le conflit libyen et ont décidé d'appuyer ses efforts pour « former une commission internationale dans le cadre de l'ONU et intégrée par l'Union africaine, l'Union européenne et la Ligue arabe ». L'Union africaine a annoncé qu'elle organisera un sommet en ce sens la semaine prochaine.

Cette position contraste avec celle des secteurs de la gauche européenne qui hier encore pourfendaient les « chiens de garde » du droit d'ingérence en Irak ou en Yougoslavie, et défendent aujourd'hui « l'intervention humanitaire « en Libye. Rappelons que l'information selon laquelle le dictateur Kadhafi « bombarde la population de Tripoli », qui fut le déclic émotionnel de la résolution de l'ONU et des campagnes médiatiques pour l'intervention, a depuis été démentie par les envoyés sur place de Il Manifesto (Italie), de Telesur, ainsi que par des experts de l'armée russe et états-unienne...

Paradoxalement les massacres croissants de civils libyens par l'OTAN, les massacres au Yémen, au Bahreïn, en Afghanistan, en Palestine, en Côte d'Ivoire, etc. ou les initiatives de paix latino-américaine et africaine, n'ont suscité qu'un moindre intérêt de ces secteurs. Ce déclin idéologique s'explique de diverses manières : coupure des secteurs populaires, glissement à droite de la société européenne, repositionnement défensif face aux émancipations du Sud, condescendance par rapport aux gauches d'autres continents, catharsis et images de marque « antitotalitaires » à soigner sous la pression de la dictature médiatique, etc..

Outre l'invasion de la Libye le Forum de Managua a évoqué la dictature installée au Honduras et a apporté son soutien total au retour du président Manuel Zelaya au Honduras prévu le 28 mai : « Le Forum de Sao Paulo réaffirme son appui au Front National de la Résistance Populaire du Honduras (FNRP) dans sa lutte de résistance contre le gouvernement actuel qui n'est que la prolongation du coup d'état perpétré contre le gouvernement légitime de José Manuel Zelaya. Nous réaffirmons que tant que les exigences du FNRP no seront pas satisfaites, nous n'accepterons pas le retour du Honduras au sein des organismes internationaux dont il a justement été expulsé, qu'il s'agisse de l'OEA ou du Système d'Intégration Centraméricain (SICA). »

Aux côtés du président Daniel Ortega étaient présents l'ex-mandataire du Brésil Luiz Ignacio Lula Da Silva, le président hondurien Manuel Zelaya et le chancelier du Venezuela Nicolas Maduro, parmi d'autres leaders de la gauche.

La multiplication des projets économiques et sociaux de lutte contre les inégalités et le renforcement de l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique) ont également été abordés. « Les victoires de la gauche depuis les élections de Hugo Chavez en 1998 jusqu'au triomphe du FMLN avec Mauricio Funes en 2009 expriment notre force politique, non seulement par rejet du néo-libéralisme et de la politique traditionnelle ; mais aussi et surtout grâce au travail politique qui a permis d'obtenir non seulement des gouvernements nationaux, mais aussi locaux, des pouvoirs territoriaux et des espaces dans les pouvoirs législatifs. C'est depuis ces positions que nous nous proposons de démonter le néo-libéralisme et de construire une alternative qui réponde aux demandes immédiates et historiques de nos peuples ». « La croissante participation des citoyens et des secteurs sociaux dans la vie politique, accompagnée de l'institutionnalisation correspondant à ces changements, (.) [l]a redistribution des revenus, la démocratisation de la communication et la défense de la souveraineté nationale constituent des batailles communes et non-négociables des forces de gauche du continent. »

« Les rébellions populaires dans les pays arabes parmi lesquelles se détachent la Tunisie et l'Egypte nous montrent que les peuples ne peuvent rester passifs éternellement mais nous rappellent aussi que la réaction mondiale et l'impérialisme ne resteront jamais indifférents et feront ce qu'il faut pour empêcher la poussée révolutionnaire ».

Le Forum de Sao Paulo a réitéré que « le terrorisme ne peut se combattre avec plus de terrorisme, de mépris pour la souveraineté nationale, de violence contre les civils et d'exécutions individuelles ».

« Nous saluons le rôle de l'UNASUR contre les coups d'état en Bolivie et en Equateur, l'accord colombo-vénézuélien de normaliser les relations. […] Un véritable évènement historique est en cours avec la formation unanime par les pays membres du groupe de Río d'une nouvelle organisation continentale qui regroupera tous les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC). Nous exigeons l'intégration de Puerto Rico dans cet organisme comme forme d'avancer dans la lutte pour atteindre la reconnaissance pleine de son droit à la souveraineté nationale.

La persistance du colonialisme constitue une situation particulièrement grave pour notre continent, qui affecte directement Puerto Rico, la Martinique, la Guadeloupe, Curaçao, Aruba, Bonaire, la "Guyane française" et les îles Malouines argentines}. »

A l'unanimité Caracas a été désignée comme siège de la session du XVIIIe Forum de Sao Paulo en 2012, dont le thème sera « Le défi de l'intégration politique et économique des peuples d'Amérique latine ».

Première publication : http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article1545&lang=fr.